Le Betteravier

ORGANE MENSUEL DE LA CONFÉDÉRATION DES BETTERAVIERS BELGES • 57IEME ANNEE N° 593 • OCTOBRE 2023 • P 806265

10

La durabilité dans le secteur sucre

Le début d'une nouvelle campagne

3-4

9
L'Ukraine et le marché sucre

En bref

Barry Callebaut, le géant suisse du chocolat, a annoncé une baisse de ses volumes de ventes en raison de l'inflation et d'une baisse de la demande. Un plan d'investissement stratégique de 500 millions de francs suisses est prévu sur 2 ans pour réorganiser le groupe et réduire les coûts annuels de 250 millions de francs.

Pfeifer & Langen convertit la source d'énergie de ses chaudières du charbon à la biomasse. C'est la firme Aalborg Energie Technik qui sera chargée de la conversion, un élément important de la démarche globale de décarbonisation de Pfeifer & Langen.

Bons rendements attendus aux Pays-Bas, annonce Cosun Beet Company : 84 tonnes de betteraves par hectare avec un rendement en sucre de 14 tonnes par hectare, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne quinquennale, mais inférieur à l'année dernière. Les dégâts causés par la jaunisse ont été limités cette année.

L'Ukraine a déposé une plainte auprès de l'OMC contre la Hongrie, la Pologne et la République slovaque concernant le maintien de l'interdiction par ces 3 pays d'importer certains produits agricoles en provenance d'Ukraine comme les céréales, le sucre, les fourrages séchés, la viande, les produits laitiers et autres produits agricoles.

Royaume-Uni : stocks de sucre inférieurs aux niveaux normaux. Les prix signalés au Royaume-Uni et dans l'UE restent très élevés. Selon les données du HMRC, aucun sucre brut destiné au raffinage n'a encore été importé en 2022/23 en provenance des pays ACP/PMA bénéficiant d'un accès en franchise de droits et de tarifs, ce qui laisse supposer un remplacement complet de ces fournisseurs traditionnels par du sucre brut importé sur le marché mondial suite au Brexit et à la nouvelle politique commerciale britannique.

L'UE et les Philippines ont annoncé leur intention de relancer les négociations commerciales en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange ambitieux, moderne et équilibré, axé sur le développement durable.

Retour de la transformation de betteraves à Escaudoeuvres ? Après la fermeture du site par Tereos l'an dernier, la ville pourrait revoir une (micro) sucrerie, un projet soutenu par un groupe d'agriculteurs pour valoriser les betteraves biologiques.

Tereos lance un complément alimentaire pour renforcer l'immunité des chiens âgés. Il associe les fructo-oligosaccharides issus de la betterave de Tereos, déjà connus sous le nom de Profeed® à des levures minutieusement sélectionnées par l'entreprise Lallemand pour améliorer le microbiote intestinal et le système immunitaire des chiens âgés.

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB •
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb.be •
lebetteravier@cbb.be • Twitter: @cbb_fr

COLOPHON

Editeur responsable Jef Cleiren, Président de la CBB
Directeur de la publication Bruno De Wulf
Edition et publicité Isabelle Roelandts - Martine Moyart
Responsable de la technique betteravière IRBAB Tienen
Imprimerie Antilope De Bie
Abonnement annuel Belgique € 12,00 **UE** € 22,00 **Hors UE** € 27,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • **TVA** BE 0445.069.157

Nouvelles de la Belgique

La campagne a débuté le 25 septembre dans les deux usines de la Raffinerie Tirlemontoise (à Tirlemont et Longchamps), alors qu'Iscal ne commencera que le 11 octobre. Un décalage expliqué par des complications techniques, dont l'impact, espérons-le, sera atténué par une météo clémente. Tout doit être mis en oeuvre pour éviter les péripéties du scénario de janvier 2023. La richesse moyenne pourrait être un peu plus élevée mais le risque de terminer tard est élevé !

A Tirlemont, la nouvelle tour de diffusion fonctionne bien et les pulpes ont l'air plus sèches.

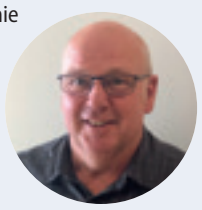
Si le tonnage des betteraves s'avère satisfaisant, la richesse sucrière laisse place à une certaine amertume avec une valeur moyenne en-dessous de 16°Z de richesse. L'année ayant été fort humide, le sucre n'est pas au rendez-vous. Pourvu que la météo améliore la richesse, mais n'espérons pas atteindre les 18°Z de richesse, référence pour le prix !

Le prix de la betterave pour la campagne 2023/24 se profile haut, et l'envie d'étendre les emblavements en 2024 frémit chez certains planteurs. Cependant, le groupe Sudzücker, conjointement avec la majorité des autres groupes sucriers, maintient les surfaces de culture au niveau de 2023, dans l'objectif d'éviter une répétition de l'effondrement des prix connu en 2017, né d'une production européenne élevée. Aujourd'hui, la menace vient surtout de l'Ukraine qui veut augmenter ses emblavements de plus de 20% et écouler ses surplus sur le marché européen.

C'est frustrant pour nous en tant que producteurs de sucre d'être soumis à de nombreuses contraintes de production et de qualité, surtout lorsqu'on importe du sucre de régions qui ne connaissent pas toutes ces contraintes. Tous nos efforts pour répondre aux demandes des industries sucrières sont balayés d'un revers de main quand le prix d'importation devient attractif.

Tout ce qui vient de loin semble aussi bon voire meilleur quand c'est moins cher ! Méfiez-vous du jour où il n'y aura plus de production locale !

Il est essentiel que notre société, autant civile que politique, saisisse l'importance cruciale des producteurs locaux : non seulement nous sommes garants d'une alimentation saine et sûre, mais également du maintien d'une économie agricole vivante et florissante.



Joseph Cleiren
Président de la CBB

Nouvelles de l'Europe

Ursula von der Leyen pendant son discours sur l'état de l'Union.

Décisions controversées sur le glyphosate

La proposition de la Commission européenne de renouveler l'autorisation de mise en marché du glyphosate pour une durée de 10 ans, suscite une agitation considérable, et cela malgré une évaluation rigoureuse par l'EFSA (Agence Européenne de Sécurité Alimentaire), impliquant quatre agences nationales, 90 experts à l'ouvrage et l'examen méticuleux de plus de 2.400 études, comptant pas moins de 180.000 pages !

La conclusion scientifique ? Un niveau de risque qui ne mérite pas d'interdiction.

Cependant, dans le climat actuel, où la 'glyphysteria' déferle et la politique entre en collision avec la science, même les nations prônant un renouvellement, telles que la France, vacillent sous la pression. Les décisions divergentes entre les pays, avec l'Allemagne se positionnant contre le renouvellement, reflètent la tension palpable et les enjeux politiques complexes. À l'approche des élections européennes, le débat est marqué par un mélange toxique de discours populistes et de craintes écologiques. La Belgique quant à elle devrait s'abstenir courageusement !

L'heure est venue de restaurer la confiance dans nos institutions et la science qui, jusqu'à présent, a su admirablement bien gérer les risques et préserver à la fois notre environnement et la santé publique européenne.

Ukraine : naviguer entre solidarité et pragmatisme économique

La situation en Ukraine nous interpelle, l'Europe ayant une responsabilité envers le peuple ukrainien et son économie agricole. Les circonstances actuelles, limitant leur accès aux mers profondes, les ont contraints à exporter davantage via l'Europe, impactant directement les marchés de pays tels que la Pologne, la Roumanie et la Hongrie.

L'exemple du marché du sucre, avec une augmentation notable des exportations ukrainiennes vers l'Europe, soulève des questions concernant l'équilibre entre la solidarité et la protection des marchés locaux. Avec la CIBE, la CBB s'engage à plaider pour une régulation qui préserve nos marchés tout en manifestant une solidarité raisonnée envers l'Ukraine et en évitant un dépôt de plainte de l'Ukraine auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Vous voulez en savoir plus ? Plus loin dans ce Betteravier, notre collègue Martine Moyart vous explique en plus grand détail ce qu'il en est de ce sujet.

Discours sur l'état de l'Union : un nouvel élan pour l'agriculture ?

La présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, a reconnu dans son discours sur l'état de l'Union l'importance cruciale des agriculteurs dans la sécurité de l'approvisionnement alimentaire.

Tout en réaffirmant son engagement vers le Green Deal, elle a fait part de sa conviction que « nous devons faire notre devoir, aujourd'hui et à l'avenir, pour assurer notre subsistance en harmonie avec la nature ». Elle a remercié les agriculteurs européens pour la sécurité d'approvisionnement en aliments de qualité qu'ils assurent, jour après jour, tout au long de l'année. Elle s'est également engagée à garantir l'indépendance alimentaire (la « souveraineté alimentaire ») de l'Europe. Il est par ailleurs remarquable qu'elle n'ait pas cité une seule fois le « Farm to Fork » si cher au Vice-président démissionnaire de la commission, le néerlandais Frans Timmermans.

Ce faisant, assistons-nous à un glissement de paradigme où la valeur nourricière de l'agriculture sera remise au premier plan ? L'heure pourrait bien être venue de reconnaître et de valoriser les efforts constants de l'agriculture en faveur d'une production plus verte, tout en respectant la nécessité de produire de manière abondante et économiquement viable.

Réflexions finales

Naviguer dans le tumulte des problématiques agricoles européennes nécessite une stratégie équilibrée. Entre la gestion des risques des pesticides, la solidarité internationale, et la valorisation du rôle des agriculteurs, nous, en tant que communauté, devons poursuivre une voie qui assure à la fois la durabilité, la sécurité alimentaire et l'équité sur le marché mondial. La CBB reste fermement engagée dans ces discussions cruciales pour assurer un avenir stable et prospère à nos agriculteurs et à notre industrie.

Bruno De Wulf, Secrétaire Général de la CBB

La campagne à la Raffinerie Tirlemontoise a bien démarré

Echantillon après le tri.

La campagne a démarré comme prévu le lundi 25 septembre. Après 10 jours de campagne, un fait marquant est déjà à signaler : la richesse est basse, étonnament basse ! Côté fonctionnement des usines, c'est un début en douceur et sans soucis majeurs. Pas de retard à déclarer pour le moment, une bonne nouvelle pour cette campagne qui s'annonce élevée en tonnes mais moins en richesse.

Information fonctionnement des usines

Le démarrage des usines s'est bien passé. L'usine de Wanze-Longchamps a très rapidement atteint sa vitesse de croisière pour les 3 premières semaines de campagne, c'est-à-dire 15.000 t/jours. Pour le moment, elle tourne très bien et il se pourrait qu'elle atteigne plus de 18.000 t/j plus vite que prévu. Du côté de Tirlemont, la nouvelle diffusion est en place et opérationnelle. De nombreux tests ont été effectués aussi bien pour les opérateurs qui doivent apprendre à l'utiliser qu'au niveau du matériel. Cela a porté ses fruits car le lancement de cette nouvelle tour s'est fait sans encombre.

Cette année, les repreneurs de pulpes ont été nombreux à vouloir des quantités supplémentaires. La RT suit cela et devrait réallouer quelques tonnes mais préfère encore attendre afin d'avoir plus de visibilité sur les rendements et la production de pulpes. Côté radicelles, l'offre et la demande sont à l'équilibre.

Echantillon à la sortie des parmentières (après lavage).

Résultats et prévisions de rendement

Avec les prélèvements de cet été, la RT estime un rendement de 88 t/ha à 17°Z. Ce rendement est à prendre avec des pincettes car les prochaines semaines peuvent encore être déterminantes pour la betterave. Mais avec l'été plutôt humide que nous avons eu, il sera peut-être difficile d'atteindre une richesse au-delà de 17°Z. D'un autre côté, le potentiel est là pour faire des tonnes et c'est déjà ce que nous remarquons avec les premières livraisons.

Le lundi 2 octobre, la richesse moyenne était de 15,52°Z et la tare de 4,16 % (la tare végétale est négligeable). La richesse est donc très basse. Les semis plus tardifs et le mois de juillet humide expliquent en partie ce résultat mais nous restons surpris qu'elle soit aussi faible. Cela peut également s'expliquer par le fait que les nuits ne sont pas assez fraîches mais espérons que la météo clémente et douce de ce début d'automne permettra à la betterave de continuer à faire du sucre. Malheureusement, la cercosporiose étant assez présente, cela peut également jouer en défaveur d'une augmentation de la richesse.

Contrôle des réceptions

Pour ce qui est du contrôle des réceptions de betteraves, nos équipes ont démarré avec deux nouveaux contrôleurs à Longchamps et un à Tirlemont. Il y a eu peu de travail réalisé en intercampagne si ce n'est l'entretien habituel car beaucoup de choses étaient déjà en ordre l'année passée.

Le démarrage s'est fait facilement dans les deux centres de réceptions avec quelques petits soucis de lancement. Nous surveillons de près la pression des rupros à Longchamps car même si celle-ci est dans les normes, le rupro semble se retirer trop tard ce qui fait qu'une forte pression se fait sentir dans le fond des bennes. Il y a eu également deux dépassements des pertes aux parmentières de Longchamps sur la chaîne 9 (côté bassin) les 26 et 28 septembre. Les tares terres des journées concernées vont donc être adaptées à la baisse.

Informations pour les axes de Longchamps

Avec les travaux en cours sur l'E411, beaucoup de charrois sont déviés dans les communes avoisinantes. Cela dérange les riverains et les polices locales risquent d'intensifier leurs contrôles. C'est pourquoi, nous vous demandons d'être le plus vigilant possible : respect des limitations de vitesse particulièrement aux abords des écoles, éviter les surcharges et attention aux betteraves qui tombent,… Toutes ces bonnes pratiques sont nécessaires mais surtout participent à l'image positive de notre secteur et ce aussi bien aux abords de Longchamps que de Tirlemont !

Enquête emblavement et AIP 2024

La campagne 2023 démarre mais il faut déjà réfléchir à 2024. Vos représentants ont repris, cette fin d'été, les discussions pour les prochains contrats. Peu de changements à l'horizon mais vous devriez recevoir rapidement de nos nouvelles à ce sujet. Côté emblavement, la RT a envoyé et mis à disposition sur le portail, les intentions d'emblavement pour 2024. Vu les tendances sur le marché, la RT

Prélèvement de l'échantillon au rupro.

souhaite la même surface qu'en 2023. Toute quantité de contrat additionnel non confirmée sera redistribuée. Ensuite, pour ceux qui voudrait plus de contrat additionnel, l'allocation se fera en fonction de l'historique du planteur. Un planteur qui a toujours mis de l'additionnel sera favorisé ! Pour l'achat de contrat de base pour 2024, vous ne pourrez le faire qu'en achetant des parts à un autre planteur ou en convertissant votre contrat additionnel validé (ou une partie) en contrat de base via un achat à la SOPABE-T. Attention que pour 2025, les contrats additionnels seront limités à un certain pourcentage (encore à définir) du contrat de base. L'objectif étant que les planteurs qui ont beaucoup de contrat additionnel (au-delà ce 100 %) convertissent les tonnes d'additionnel en contrat de base en 2024.

Judith Braconnier

Une question ? Une remarque ? Une plainte sur vos résultats ? N'hésitez pas à nous contacter :
Syndicat betteravier de Tirlemont : controletnn@cbb.be – 016/80.14.24
Syndicat betteravier de Longchamps : secretariat.abw@cbb.be – 081/51.02.41

Iscal : une campagne qui tarde à démarrer

A l'heure d'écrire ces lignes, la campagne n'a pas encore démarré. C'est le 10 octobre que les premières betteraves 2023 entreront dans l'usine. Débuter si tardivement permet certes d'allonger la croissance des betteraves et donc d'en tirer un meilleur potentiel et cela est intéressant vu les semis tardifs de cette année. Mais 2022 est bien dans les esprits et les planteurs sont déjà inquiets par rapport à la durée de la campagne. Si Iscal ne veut pas aujourd'hui s'inquiéter outre mesure, le CEO, Robert Torck nous a garanti qu'ils prendraient leurs responsabilités si nécessaire. Ne soyons pas pessimistes et croyons aux investissements effectués par l'usine !

Pourquoi un démarrage aussi tardif ?

Iscal a réalisé de nombreux investissements en intercampagne. Depuis la fin de la campagne 2022, de nombreux ingénieurs et ouvriers travaillent afin de faire en sorte de ne plus connaître un fonctionnement irrégulier comme les dernières années.

Plusieurs postes ont été rénovés ou mis aux normes. Des investissements ont été faits sur le lavoir, la diffusion et l'évaporation. Les brûleurs des chaudières ont également été mis aux normes. Et c'est précisément l'installation des bruleurs qui a retardé le démarrage de l'usine car ils n'ont pas été livrés à temps. Les plus gros investissements ont été réalisés pour le silo à sucre et l'éolienne.

Quelles conséquences pour les planteurs ?

Ce démarrage tardif inquiète les planteurs et n'est pas sans conséquence. Tout d'abord, les planteurs estiment avoir été informés trop tardivement. Avec la pression de cercosporiose élevée cette année, un dernier traitement aurait pu être effectué ! Lors du dernier CoCo Iscal, il a également été rappelé à Iscal que les planteurs ne s'engagent pas à mettre des betteraves pour avoir une campagne qui se finit fin janvier. La prise de risque est énorme et ce n'est pas aux planteurs d'en assumer les conséquences. De plus, nous restons inquiets pour les arrachages qui vont devoir se faire dans un laps de temps plus court, la tare terre moyenne risque d'être plus élevée et certains planteurs n'auront pas de paiements avant mi-février. La plus grande inquiétude résidant dans la longue conservation des betteraves : les primes tardives ne seront sûrement pas suffisantes surtout avec un prix de betteraves de 50 €/t.

Iscal a bien pris note de nos demandes et nous a assuré qu'en cas de problème, elle prendrait ses responsabilités. Elle a insisté sur le fait que de nombreux investissements ont été faits et que tout a été mis en place pour avoir une usine qui fonctionne bien. Soyons patients donc ! Mais espérons surtout que cette campagne pourra se dérouler sans problème.

Quelles prévisions de rendement ?

Les prévisions de rendement sont de 79 t/ha à 17°Z. Selon nos estimations, le rendement à l'hectare sera probablement plus haut par contre la richesse sera très probablement plus basse. Avec cette prévision et une capacité usine de 10.500 t/j, la fin de campagne est prévue pour le 30 janvier 2024.

Il y a encore eu cette année plus de demandes de pulpes sèches que de disponibles. Iscal verra en fonction de l'évolution des rendements s'il y a lieu d'augmenter les allocations. Les quantités pulpes sèches n'ont pour le moment pas été allouées de manière précises, Iscal préfère attendre de voir quelle production l'usine arrivera à sortir. Le prix a été fixé à 285 €/t.

Quelques ajustements dans l'accord de 2023 : du changement pour le bâchage et les pulpes

On distingue maintenant clairement 3 types de bâchages : le bâchage fortement conseillé, le bâchage obligatoire et le sur-bâchage. Pour les deux premiers, l'indemnité a été augmentée et passe de 1,10 €/t à 1,50 €/t. Le sûr-bâchage sera lui indemnisé à 1 €/t.

Le bâchage est fortement conseillé pour les betteraves à livrer à partir du lundi 04/12 (semaine 9 du planning). Pour bénéficier de l'indemnité de bâchage, le tas doit être bâché minimum 10 jours avant le début de la semaine planifié. Pour une livraison semaine 9 (04/12), le tas doit être bâché pour le jeudi 23/11.

En fonction des conditions climatiques, l'usine peut donner une date de bâchage obligatoire. En cas de bâchage obligatoire, la règle des 10 jours n'est plus d'application. Les betteraves arrachées après la date de bâchage obligatoire doivent être directement bâchées. L'usine n'appliquera pas d'amende pour les tas non-bâchés, la responsabilité du planteur est engagée à livrer des betteraves saines, loyales et marchandes.

En cas de gel intense (<-5°C), Iscal peut envoyer une recommandation de sur-bâchage (jupette ou bâche en plastique). Dans ce cas, l'indemnité pour le sur-bâchage est de 1,00 €/t.

Au niveau du prix des pulpes 2023, le prix de cession a été fixé à 8,10 €/t de betteraves. Le marc a été adapté et les frais de sur-pressage varieront en fonction de la matière sèche ce qui fait que le prix à la tonne de pulpes a été augmenté par rapport à 2022. Il s'élève à 44,34 €/t à 22,5% de MS.

Le prix de 2022 se précise

Sur base des ventes du sucre de la période 2022-23, le prix de betteraves 2022 devrait se trouver entre 47 €/t et 50 €/t hors pulpes. Au 30 novembre, vous devriez donc toucher un solde de 7 €/t à 9,50 €/t à 17,5°Z. Le prix final sera déterminé d'ici là.

Judith Braconnier
Secrétaire du Comité Hainaut-Iscal

Finasucre envisage de vendre sa filiale Bundaberg Sugar en Australie

Le groupe sucrier australien Bundaberg Sugar a annoncé sa décision de rechercher un acquéreur. Bundaberg Sugar est une filiale du groupe belge Finasucre qui a aussi pour filiale en Belgique l'entreprise Iscal Sugar.

Finasucre a acquis Bundaberg Sugar en 2000 auprès du négociant en sucre britannique Tate & Lyle. Depuis, il a cédé sa participation dans Bundaberg Rum et rationalisé ses entreprises sucrières.

Bundaberg Sugar est le plus grand producteur de canne à sucre d'Australie et la seule entreprise sucrière entièrement intégrée avec des opérations de broyage et de raffinage mais aussi 13.000 hectares de terres agricoles très productives et 38 000 mégalitres de droits d'eau. Ces droits fonciers et hydrauliques sont un facteur clé de la valeur de l'entreprise.

La vente intervient dans un contexte de remontée des prix du sucre. Des chiffres sont avancés : au vu des niveaux élevés actuels des prix mondiaux de sucre, Bundaberg Sugar devrait générer un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements d'environ 25 millions de dollars l'année prochaine et sa valeur devrait avoisiner les 600 millions de dollars.

Bundaberg est un fournisseur important du marché du sucre australien

Bundaberg est le n°1 du sucre australien. Parmi les autres acteurs majeurs du marché figurent le groupe singapourien Wilmar, qui a acquis le portefeuille Sucrogen de CSR en 2010, le producteur et négociant thaïlandais de sucre Mitr Phol, qui a acheté MSF Sugar en 2012 et enfin le groupe sucrier allemand Nordzucker, qui a acquis une participation majoritaire dans Mackay Sugar, basé dans le Queensland, en 2019. Au total, environ 355.000 ha de canne à sucre sont cultivés en Australie pour une production d'environ 4,2 millions de tonnes de sucre.

Bundaberg Sugar possède un terminal sucrier dans le port de Bundaberg sur la côte Est. Plus de 75 % du sucre transformé australien est exporté.

UE : mesures de contrôle contre l'augmentation des importations d'éthanol qui menacent l'industrie européenne

La Commission européenne a annoncé qu'elle introduirait des mesures de surveillance rétroactives sur les importations d'éthanol renouvelable destiné aux carburants pour éviter de porter davantage préjudice à l'industrie européenne des biocarburants. La Commission suivra de près pendant trois ans, le volume des importations d'éthanol carburant dans l'UE. Ces importations d'éthanol dans l'UE ont déjà augmenté de plus de 80 % entre 2021 et 2022. Les quantités les plus importantes proviennent du Brésil, des États-Unis, du Royaume-Uni et du Pérou.

INSTITUT ROYAL BELGE POUR L'AMÉLIORATION DE LA BETTERAVE ASBL
Molenstraat 45, B-3300 Tienen - info@kbivb.be - www.irbab-kbivb.be

Techniques culturales betteravières

PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

Rubrique rédigée sous la responsabilité de l'IRBAB, avec le soutien du Service public de Wallonie.

BETTERAVENIR
LE SALON DE LA BETTERAVE 2023

Betteravenir **est le plus grand salon professionnel européen en plein champ dédié à la betterave. En 2023, Betteravenir se déroulera à Berny-en-Santerre, dans la Somme : en plein cœur de la zone de betteravière les 25 et 26 octobre prochain.**

Dans un contexte à forts enjeux, l'évènement rassemblera une filière forte, dynamique et ambitieuse mobilisée pour que la betterave à sucre reste incontournable dans les paysages agricoles et industriels.

BETTERAVENIR 2023, c'est :

- 40 hectares en plein champ,

- plus de 100 exposants regroupant notamment les fournisseurs et les institutionnels de la filière.

Betteravenir 2023 est organisé par **l'ITB, l'IRBAB** et **l'IIRB**, organismes interprofessionnels de la filière betterave à sucre, qui ont pour objectif d'améliorer la durabilité de la culture de la betterave et de promouvoir les dernières avancées techniques de la filière et en termes de gestion globale de l'exploitation agricole.

Beet Europe, le rendez-vous international des agroéquipements betteraviers, est organisé tous les deux ans depuis 2010 dans un pays européen membre de l'IIRB. L'édition 2023 de *Beet Europe* se tient conjointement à Betteravenir.

Détails pratiques

Où : Berny-en-Santerre (France, Oise). Berny se trouve à 1h15 de Mons, au croisement des autoroutes A1 (sortie 13) et l'A29 (sortie 53).

Quand : Betteravenir sera ouvert les 25 et 26 octobre 2023 de 8 h 30 à 18 h.

L'accès au salon se fait sur présentation d'un **badge** qui peut être obtenu gratuitement sur https://www.betteravenir.com/.

Afin de pouvoir entrer sur le salon rapidement, il est vivement recommandé aux visiteurs d'imprimer leur badge à l'avance.

Betteravenir 2023 s'étend sur 40 hectares et regroupe les filières betteravières et sucrières française et belge :

- Un circuit de visite avec près de 150 exposants au service de la filière.
- 20 hectares de démonstrations dynamiques d'arrachage en conditions réelles (allées C et D). Toutes les machines du marché sont en démonstration chaque jour, de 14 h 30 à 16 h 30.
- Un espace pour découvrir les pistes de solutions pour lutter contre les jaunisses de la betterave (allée D). Les visiteurs du salon découvrent les recherches et les pistes de solutions identifiées dans le cadre du PNRI et échangent avec les acteurs du programme de recherche. Chaque levier de lutte contre les jaunisses de la betterave y est détaillé : intérêt seul ou combiné, intégration dans l'itinéraire technique, coût, témoignages d'agriculteurs impliqués dans le programme…
- Un espace avec les partenaires de recherche belges dans la lutte contre la jaunisse virale.
- Un espace de défilé de matériels betteraviers (allée C). Les innovations des constructeurs de matériel sont présentées lors des défilés, chaque jour, de 11 h à 12 h 30.
- Un village technique sur le thème « Anticiper le risque de tassement » (allée B). Les visiteurs participent à des ateliers pédagogiques sur la préservation du sol à la récolte : Quels sont les impacts du tassement à la récolte des betteraves ? Comment le prévenir ? Comment le diagnostiquer ? Et quelles techniques pour restaurer un sol tassé ?
- Trois zones d'exposition thématiques :
  - Déterrage / bâchage (allée D) : Tout le matériel pour réduire la tare terre (avaleurs, déterreurs, systèmes de couverture des silos…)
  - Énergie / méthanisation (allée E) : Les solutions permettant de produire de l'énergie sur une exploitation (méthanisation, éolien, solaire…)
  - Agriculture 3.0 (allée A) : L'agriculture de précision et connectée est à l'honneur sur cet espace.

Un chemin de circulation unique permet de faire découvrir l'ensemble des stands aux visiteurs.

Découverte des pistes de solutions pour lutter contre les jaunisses de la betterave

Découvrez les recherches et les pistes de solutions identifiées dans le cadre du **PNRI** (France) et venez échanger avec les acteurs du programme de recherche.
Chaque levier de lutte contre les jaunisses de la betterave est détaillé : intérêt seul ou combiné, intégration dans l'itinéraire technique, coût, témoignages d'agriculteurs impliqués dans le programme…

Rencontrez les acteurs des programmes de recherche Virobett , Virbicon et AphidVirBeet, les projets belges financés par les régions Wallonne et Flamande.

ViroBett
VirBiCon
AphidVirBeet

Participez aux ateliers pédagogiques sur la préservation du sol à la récolte

LE VILLAGE TECHNIQUE BETTERAVENIR
« Anticiper le risque de tassement »

Quels sont les impacts du tassement à la récolte des betteraves ?

Comment le prévenir ?

Comment le diagnostiquer ?

Et quelles techniques pour restaurer un sol tassé ?

Diagnostiquer - Sensibiliser - Expliquer - Anticiper

BETTERAV

LE SALON DE LA BETTER

Démonstrations d'arrachages

Assistez aux démonstrations dynamiques de matériels de récolte sur 20 hectares. Toutes les machines du marché évoluent sous vos yeux.

Chaque jour, de **14 h 30 à 16 h 30,** allées B et C.

Défilé des constructeurs de matériels de betterave

Assistez au défilé des machines, avec description et commentaires sur les innovations des constructeurs de matériel betteravier.

Chaque jour, de **11 h à 12 h 30,** allée C.

Espace déterrage – bâchage

Tout le matériel pour réduire la tare terre est exposé sur cet espace : avaleurs, déterreurs, systèmes de couverture des silos…

Rendez-vous allée D.

qu'elles soient en

Restez vigilant, te

VENIR
RAVE 2023

beet europe

Espace énergie – méthanisation

Retrouvez sur cet espace toutes les solutions permettant de produire de l'énergie sur votre exploitation : méthanisation, éolien, solaire…

Rendez-vous allée E.

Agriculture 3.0

Découvrez sur cet espace tout le matériel de l'agriculture de précision et connectée.

Rendez-vous allée A.

circulation ou en manœuvre, les machines ont des angles morts ou une visibilité réduite.
nez-vous à distance et assurez-vous que le conducteur vous voit.

Gestion et destruction des couverts d'interculture avant une culture de betteraves

Les intercultures ont la cote, il y en a de plus en plus et elles sont de plus en plus diversifiées. Si la législation actuelle a tendance à soutenir ce type de pratiques agricoles, de nombreux agriculteurs expérimentent également les externalités positives que les couverts apportent à leur système de production. Néanmoins, de la composition des mélanges à la destruction de ceux-ci en passant par la législation, la gestion des intercultures est délicate. En effet, elle dépend de l'historique de la parcelle, du type de sol, du précédent et de la culture qui suit, de la météo, du matériel disponible, etc. Il n'existe aucune recette « interculture » toute faite mais bien un ensemble d'outils qui permettent de décider quand intervenir et de quelle façon. Dans cet article nous ferons le point sur les différentes techniques de destruction possibles en fonction de la législation .

Petit rappel sur les services écosystémiques apporté par un couvert

Les couverts font aujourd'hui entièrement partie de la rotation et, même s'ils ont un impact immédiat sur la culture qui suit, notamment en termes d'apports en azote, leurs bénéfices sont aussi cumulatifs et donc observables sur le long terme. En effet, les couverts améliorent la fertilité des sols en optimisant les interactions entre les 3 compartiments du sol : « physique, biologique et chimique ». C'est la raison pour laquelle on parle des « services écosystémiques » des intercultures. Cette amélioration doit assurer une production maximale à plus faible coût (moins d'intrants). Le tableau ci-dessous reprend quelques avantages et freins que peuvent présenter les couverts d'interculture .

Avantages	Freins
• Lutte contre l'érosion, la battance et le ruissellement • Amélioration de la structure du sol • Diminution de la pression « adventices » par une couverture de sols • Diminution du lessivage de l'azote (CIPAN) • Impact sur les ravageurs (diminution des nématodes) ou les maladies • Effet sur le rendement • Amélioration du taux de carbone organique • Amélioration de l'activité biologique du sol • Possibilité d'utilisation en fourrage • Diversification de la rotation • Biodiversité • Apport d'azote (légumineuse)	• Coût de la semence + Semis • Plante hôte pour certaines maladies du sol • Augmentation des ravageurs (limaces, mulots, larves de tipules, nématodes….) • Impact sur la réserve en eau du sol et fin d'azote si destruction tardive • Respect de la législation

La gestion de la destruction en fonction du rapport C/N

La destruction du couvert est à réfléchir en fonction de son rapport C/N du mélange.

Un rapport C/N idéal pour un couvert se trouve entre 15 et 20. En dessous de 15, le couvert se décomposera très facilement et libèrera beaucoup d'azote, ce qui pourrait potentiellement créer des pertes d'N. Au contraire, pour un couvert avec un rapport C/N élevé, les microorganismes devront prélever de l'N dans la solution du sol pour pouvoir dégrader la matière organique. Cet azote, n'étant plus disponible dans la solution du sol, ne le sera pas non plus pour la culture en place ou qui arrive . Pour éviter que la faim d'azote n'entrave la culture de la betterave, l'idéal est d'avoir détruit le couvert au moins 1 mois avant le semis.

La destruction des couverts et la législation

Le tableau ci-dessous reprend différentes techniques de destruction des couverts. Celles-ci ne sont pas nécessairement à voir individuellement mais bien en complémentarité les unes des autres. Le but de la destruction des couverts est de démarrer la décomposition de celui-ci et il faut donc favoriser le contact sol-plante. Cette destruction peut donc avoir lieu en plusieurs étapes.

La législation définit un cadre pour la destruction des couverts :

- Le **16/11** est le premier jour à partir duquel la destruction des couverts est autorisée. Cela correspond aux exigence du PGDA. La technique privilégiée à ce moment-là est le labour d'hiver qui enfoui la biomasse .

L'éco-régime « couverture longue des sols » (ER CLS) tend à soutenir les techniques culturales sans labour et la maximisation des bénéfices des couverts notamment celle de la structuration du sol et de l'autofertilité :

- A partir du **1/1**, le pâturage des couverts par des moutons peut avoir lieu ;
- A partir du **16/1**, la destruction mécanique des couverts est autorisée avec un broyeur ou un rouleau. Ceci sous-entend que les sols aient une bonne portance et qu'il y a donc plusieurs jours de gel consécutifs. Aucun travail de sol n'est encore autorisé à cette période-là .
- A partir du **16/2**, la destruction chimique des couverts est autorisée si la destruction mécanique n'a pas pu avoir lieu ainsi que des outils qui travaillent le sol. A partir de 2025, l'utilisation de glyphosate dans le cadre de l'ER est interdite .

Les couverts engagés dans la BCAE8

- Aucun PPP n'est autorisé entre la date d'implantation et la date de destruction.
- Aucun engrais minéral n'est autorisé entre la date d'implantation et le 15/2.
- La destruction est autorisée uniquement par voie mécanique ou est due au gel jusqu'au 15/2

Pour le respect de la BCAE6

La destruction des couverts est autorisée à partir du 16/11 à l'exception des terres arables présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême pour lesquelles la couverture végétale doit être maintenue jusqu'au 31/12.

Destruction de moutarde au moyen d'un rouleau à lames

Cet article a été rédigé avec la collaboration de Greenotec asbl

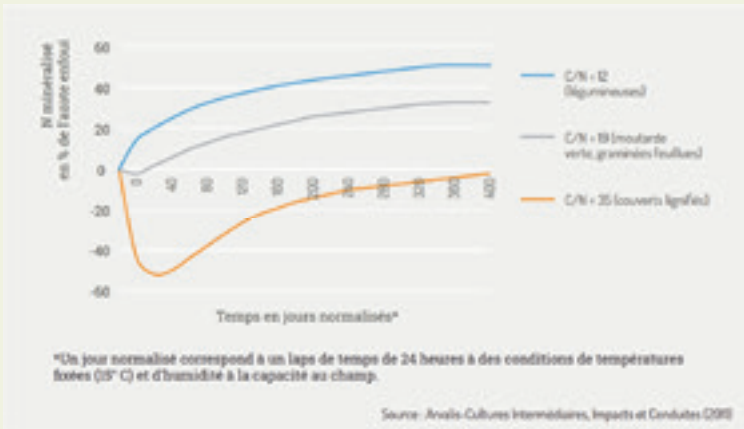


Figure 1 : Cinétique de minéralisation de l'azote contenu dans les résidus végétaux enfouis
(Source : Arvalis– Cultures Intermédiaires, Impacts et conduites 2011)

Technique de destruction	Description
Destruction par le gel	Certaines espèces sont plus sensibles au gel que d'autres. Néanmoins, plus un couvert est semé tôt, plus il sera sensible au gel. Par exemple, un couvert de phacélie résistera au gel au stade petite feuille et limbe, alors qu'il y sera plus sensible à un stade ultérieur . **Espèce sensible à la technique de destruction** : Moutarde, phacélie, trèfle d'Alexandrie, vesce, pois, féverole, nyger, sarrazin, tournesol, radis chinois **Espèce peu ou pas sensible à la technique de destruction** : graminées, repousses de céréales, radis, colza, navette, trèfle incarnat .
Destruction mécanique: Labour, déchaumage, broyage, roulage	La destruction mécanique ne peut s'envisager que si le sol est porteur (pour éviter tout défaut de structure). Elle vise à la destruction complète du couvert. Si le semoir de la culture qui suit n'est pas équipé pour semer dans les résidus, il faut également veiller à l'enfouissement des résidus. **Déchaumage**: efficace dans les couverts peu développés, les outils à disques sont plus efficaces dans les couverts plus développés **Espèce sensible à la technique de destruction** : Moutarde, avoine tallée, phacélie, nyger, sarrasin, tounesol **Espèce peu ou pas sensible à la technique de destruction** : graminées graminées (sauf avoine tallée), repousses de céréales, radis, trèfles, vesce, pois, féverole, colza **Broyeur** : opération simple, coûteuse en énergie, attention aux traces et à la bonne répartition des résidus **Espèce sensible à la technique de destruction** : Moutarde, phacélie, nyger, sarrasin, tournesol **Espèce peu ou pas sensible à la technique de destruction** : graminées, repousses de céréales **Roulage** : efficacité accrue si le couvert est gelé. Idéal comme première étape dans la destruction d'un couvert **Labour** : veillez à ne pas accumuler trop de résidus dans le fond de raie ce qui engendre une mauvaise dégradation. Néanmoins, pour les parcelles engagées dans l'éco-régime couverture longue des sols, cette technique est fortement déconseillée étant donné qu'il s'agirait alors d'un labour de printemps **Toutes les espèces sont sensible à la destruction par le labour**
Destruction chimique	Cette méthode est l'outil de secours lorsque la destruction mécanique n'a pas pu avoir lieu ou pour finir le travail de destruction mécanique. Ayant une plus grande largeur de travail, elle a un impact plus faible sur les sols tout en étant efficace. La dose de glyphosate actuelle autorisée (voir phytoweb.be) pose un problème pour la destruction du trèfle incarnat ou d'un couvert avec beaucoup de biomasse. **Toutes les espèces sont sensible à la destruction chimique sauf les légumineuses**

RAPPEL pour la gestion des engrais verts semés dans des parcelles après des betteraves semées avec de semences NNI en 2019, 2020, 2021 et 2022 ! *Pendant les cinq années qui suivent l'utilisation de semences traitées aux néonicotinoïdes, aucune culture attractive pour les abeilles ne peut être implantée. Cette interdiction signifie que l'implantation d'un engrais verts est autorisée si et seulement si* ***la floraison est empêchée par un passage mécanique.*** *Le passage mécanique ne peut toutefois pas aboutir à la destruction du couvert avant les dates réglementaires de destruction du couvert fixées.*

Association des planteurs de chicorées : où en sont les négociations sur le contrat chicorées 2024 ?

Des représentants de l'OPCO ont rencontré à trois reprises la direction de ORAFTI (mai, juillet et août). Sur la table : le contrat 2024 et l'avenir de la filière "chicorée".

Aujourd'hui où en sommes-nous ? Ne nous voilons pas la face, nous n'avons pas obtenu notre revendication principale c'est-à-dire une tonne de chicorées à 85 € net.

Nous étions face à une direction courtoise mais inflexible en matière d'avancée sur les prix. Ce ne sont pas les "3 actions contractuelles inédites" présentées sur l'enquête 2024, qui contenteront et rassureront les producteurs de chicorées. Si même, on peut considérer que cette proposition va dans le bon sens (la nécessité de faire face aux risques liés au changement climatique, mais via le prix, émanait de votre organisation), nous ne pouvons en aucun cas nous en satisfaire !

La direction de ORAFTI est restée totalement sourde aux arguments avancés par l'OPCO et bien connus de tous :
- Culture difficile du semis au chargement
- Levée et désherbages aléatoires en cas de sécheresse
- Main d'œuvre manuelle obligatoire
- Culture salissante pendant et après
- Augmentation drastique des coûts de production
- Impact du réchauffement climatique
- ...

La direction nous dit comprendre nos revendications, mais sans aucune proposition concrète sur le prix. Les systèmes contraignants de SMS, les chargements 24h/24, les obligations liées à la logistique, demain la traçabilité, sont autant d'arguments qui légitiment nos demandes, sans compter les prix proposés par la concurrence.

De facto, la direction de Beneo-Orafti se met en danger, elle met en danger la filière inuline, elle jette un froid entre elle et les agriculteurs. Sans doute n'a-t-elle pas encore compris que l'agriculteur n'est désormais plus "la variable d'ajustement" dans la chaîne alimentaire. L'industrie de l'agro-alimentaire, les grandes surfaces et le consommateur final doivent mettre la main au portefeuille, s'ils veulent des produits de qualité tels que nous les livrons.

Vous êtes très nombreux à être revenus vers votre syndicat en signifiant votre dépit, votre dégoût….

L'OPCO a préféré laisser la liberté à chacun de réfléchir et réagir à sa manière en supprimant ses emblavements ou en les diminuant. La manière forte proposée par certains : appel au boycott, blocage d'usine, ultimatum, reste pour l'heure un dernier recours.

La direction portera seule et assumera seule la désaffection des agriculteurs pour cette culture si spéciale entrée et ancrée dans notre patrimoine agricole depuis plusieurs décennies déjà.

En ce qui concerne vos représentants aux négociations, ils n'accepteront plus aucunes réunions dans lesquelles on n'obtient pas de résultat solide et encourageant.

La direction d'Orafti-RT va comprendre à ses dépens que nous ne sommes pas des enfants capricieux, nos demandes sont totalement légitimes, eu égard aux alternatives qui nous sont proposées, jusque et y compris dans ses propres secteurs. Et dire que nous sommes (étions) considérés comme "partenaires", chacun en tirera lui-même ses propres conclusions….

Les membres du Conseil d'Administration de l'OPCO

L'Ukraine bouleverse le marché du sucre européen

On en parle moins que pour les céréales mais l'ouverture des marchés européens à l'Ukraine a considérablement modifié l'approvisionnement en sucre de l'UE, notamment dans les pays limitrophes comme la Pologne, la Bulgarie et la Roumanie.

Importations record de sucre ukrainien en 2022/23

En 2022, suite à l'invasion de la Russie, l'Union européenne a décidé la suspension temporaire des droits de douane et des quotas sur les produits agricoles ukrainiens. Suite à cette décision, les importations de sucre d'Ukraine dans l'UE ont fortement augmenté. Au cours de la campagne de commercialisation 2022/23 (qui s'est terminée fin septembre 2023), les importations ont atteint près de 400.000 tonnes, soit près de 25 fois le quota d'importation annuel de l'UE pour l'Ukraine, qui est de 20.070 tonnes de sucre par an. La Roumanie a été le principal destinataire de ce sucre, suivi par la Pologne l'Italie et la Grèce. Avant le conflit, les principaux marchés d'exportation étaient la Turquie, le Moyen-Orient et le contingent de 20.000 tonnes offert à l'Ukraine par l'UE.

Pour la campagne actuelle qui vient de commencer, une production record est attendue et l'Ukraine pourrait exporter plus d'un tiers de sa production de sucre.

600.000 tonnes de sucre potentiellement exportables en 2023/24

Selon le syndicat ukrainien du sucre Ukrtsukor, c'est l'augmentation de plus de 30 % des superficies betteravières semées en 2023, qui est la principale raison de la hausse de la production. Selon les prévisions, la production de sucre passerait à 1,7 Mt en 2023/24 (contre 1 million de tonnes de sucre en 2022/23).

Avec une consommation nationale d'1 million de tonnes, c'est près de 600.000 tonnes de sucre (soit la production annuelle de la RT) potentiellement exportables et comme les prix du sucre sont favorables sur les marchés européens et mondiaux, c'est une aubaine pour l'Ukraine. La Commission européenne quant à elle estime que les importations d'Ukraine pourraient se monter à 700.000 voire 800.000 tonnes.

La campagne sucrière a commencé début septembre et durera jusque début janvier 2024. Par rapport à l'année dernière, sept sucreries supplémentaires seront nécessaires dont trois dans la région de Kiev, deux dans la région de Zhytomyr, une dans les régions de Khmelnytsky et de Ternopil.

La région de Kharkiv n'a pas semé de betteraves sucrières, faute d'un déminage complet des terres. Par conséquent, les sucreries de cette région ne fonctionneront pas.

Bénéfice en hausse pour le sucrier ukrainien Astarta

L'ouverture du marché du sucre par l'Union européenne en 2022 a considérablement aidé l'Ukraine. Pour le principal holding agricole ukrainien Astarta, les chiffres sont excellents : un bénéfice net de 54,73 millions d'euros pour le premier semestre 2023, soit 97,4% de plus par rapport au premier semestre de 2022. Cela est dû à une augmentation de 25% du volume des ventes de sucre à 120.000 tonnes et à une augmentation du prix de vente à 693 € la tonne, soit 13% de plus que le chiffre de l'année dernière.

Lors d'une interview par Forbes Ukraine sur sa vision à 5 ans, Viktor Ivanchyk, PDG d'Astarta, a déclaré :« A partir de la récolte de cette année, nous pouvons exporter un tiers, voire plus, de la production totale de sucre. Nous avons besoin d'environ 1 million de tonnes de sucre pour la consommation intérieure de l'Ukraine, et les prévisions pour la production totale de cette année sont de 1,6 à 1,7 million de tonnes. Nous devons donc exploiter ce potentiel et nous implanter sur le marché. Dans un avenir proche, il s'agit d'un facteur important pour notre adhésion à l'Union européenne ».

Demande du secteur betterave-Sucre à la Commission européenne

Près de 400.000 tonnes de sucre ukrainien importées en 2022/23 et potentiellement plus de 600.000 tonnes importables pour la campagne actuelle : cela soulève de sérieuses questions.

La CIBE (betteraviers européens) et le CEFS (fabricants de sucre européens) ont alerté la Commission sur les importations de sucre de l'UE en provenance d'Ukraine. La crainte est que de nouvelles exportations de sucre ukrainien vers l'UE ne déséquilibrent le marché du sucre de l'UE et ne nuisent gravement aux secteurs du sucre de l'UE et de l'Ukraine pour les années à venir.

L'Ukraine prévoit d'harmoniser ses exigences de qualité pour le sucre destiné à la consommation humaine avec les normes de l'UE. Source: astartaholding.com, Ukraine Business News, CIBE

La CIBE et le CEFS estiment que la Commission européenne devrait faire davantage pour soutenir le secteur sucrier européen et discuter avec le gouvernement ukrainien de la possibilité de parvenir à une solution de compromis. Jusqu'à présent, la Commission répond qu'elle surveille la situation et que vu les faibles stocks de sucre de l'UE, le marché a besoin de sucre et, donc à priori, il n'y a pas de mesures à prendre pour l'instant.

90 % des betteraves sont produites par des agro-holdings

Plus de 90 % des betteraves ukrainiennes sont produites par de grandes entreprises agricoles intégrées verticalement (agro-holdings), issues de la privatisation des kolkhozes dans les années 90. Ces agro-holdings assurent également la transformation du sucre et contrôlent l'ensemble de la chaîne de production, depuis les semis de betteraves jusqu'à la vente de sucre transformé sur les marchés nationaux et internationaux. Le reste (10 %) est cultivé sous contrat par des exploitations agricoles de taille « moyenne » (entre 1.000 et 10.000 ha en Ukraine) qui fournissent les betteraves aux sucreries qui font généralement partie des agro-holdings.

Astarta : leader de la production de sucre

Astarta, l'un des plus grands agro-holdings d'Ukraine, est le premier producteur de sucre ukrainien (entre 300.000 et 500.000 tonnes de sucre) et représente plus du quart de la production nationale. Ce groupe, coté à la bourse de Varsovie depuis 2006, exploite 6 sucreries. Le groupe a entamé un programme de restructuration et d'efficacité énergétique afin de réduire sa consommation de gaz naturel et de charbon.

L'atout concurrentiel d'Astarta est son autosuffisance en betteraves sucrières ce qui permet de réduire les coûts de production. La mélasse est exportée ou utilisée dans ses élevages bovins. La pulpe est utilisée comme biomasse pour produire de l'énergie et des engrais.

Avec 220.000 hectares de terres sous gestion, le groupe Astarta est aussi le deuxième producteur de soja et le premier producteur laitier et de bétail du pays avec 22.000 têtes de bétail. Sa production est exportée vers plus de 30 pays par l'intermédiaire de négociants agricoles internationaux.

Martine Moyart

La voie vers une alimentation durable

Un trio de géants – BENEO, la Raffinerie Tirlemontoise, et Puratos – s'associe pour aborder les défis croissants du secteur agroalimentaire. J'ai eu le plaisir de rencontrer Raphael Audoin Rouzeau, l'un des responsables de la durabilité chez Puratos, lors d'une journée organisée conjointement par BENEO et la Raffinerie Tirlemontoise. Son rôle ? Reconnecter Puratos à ses fournisseurs et répondre aux défis actuels.

Raphael, pourriez-vous nous donner un aperçu rapide de Puratos?

"Puratos, c'est une histoire familiale belge tournant autour de trois passions : la boulangerie, la pâtisserie, et le chocolat. Avec plus de 10 000 collaborateurs à travers le monde et cinq sites de production en Belgique, nous fournissons avant tout des solutions pour les professionnels, en utilisant un vaste éventail de matières premières (cacao, céréales, fruits, œufs, huiles végétales, lait, sucre, …), le sucre étant l'une de nos principales acquisitions."

Quelle est la vision de la durabilité chez Puratos?

"Au fil de la dernière décennie, la durabilité est devenue un pilier de notre philosophie. Poussés par la nouvelle génération d'actionnaires, nous avons pris conscience de notre devoir en tant qu'acteur majeur de l'agroalimentaire, et nous nous sommes lancés dans une démarche visant à minimiser notre impact sur l'environnement tout en restant compétitifs.

Au départ, nous avons principalement travaillé sur nos propres scopes (1 et 2)*. Actuellement, Puratos vise à approfondir sa connaissance des analyses du cycle de vie (ACV**) et de l'impact environnemental de ses produits et usines. La majorité (80%) des émissions est liée à la production primaire. Il est donc important de s'adresser à cette partie de la chaîne pour une offre plus durable et garantir la résilience de l'entreprise.

Pourquoi ce partenariat avec RT/BENEO et comment se traduit-il concrètement ?

"La collaboration avec RT et BENEO (qui de focalise plutôt sur le scope 3*) coulait de source, étant nos partenaires de longue date. L'idée centrale était d'associer les efforts pour encourager une production agricole durable. L'initiative vient du côté de RT et BENEO. Puratos n'avait pas vraiment mis le sucre et le gluten en priorité. Il y a déjà pas mal de choses qui ont été faites sur les céréales et le cacao. Puratos n'ayant pas d'expertise agronomique spécifique sur la culture de la betterave, notre contribution est davantage axée sur la communication, en aidant à transmettre les efforts réalisés au grand public. Le pilotage technique reste dans les mains de la RT et de BENEO."

Comment ce projet est-il structuré financièrement ?

"Une convention a été conclue entre RT/BENEO et Puratos. Notre soutien est principalement financier, visant à encourager des approches plus durables et à mieux comprendre nos chaînes d'approvisionnement. L'industrie agro-alimentaire a morcelé les filières et on ne connait pas les agriculteurs ni même plus les origines des produits. "

Groupe climate farming devant le système de désherbage 'Ecorobotix'.

Quelle est la portée pratique de ce partenariat pour les producteurs de betteraves ?

"Il ne s'agit pas de dicter des pratiques mais de soutenir ceux qui sont prêts à innover. Il n'y a ici aucune démarche de recommandations. Nous cherchons à collaborer avec des agriculteurs prêts à adopter des méthodes durables, et à terme, à promouvoir ces méthodes auprès d'une audience plus large."

Y a-t-il des indicateurs spécifiques pour mesurer l'impact de cette initiative ?

"Nous en sommes encore aux premiers stades, mais notre point de départ est la 'Greencard'. L'agriculteur choisit un trajet et on va suivre ses indicateurs. Après une année, cela nous aidera à définir des KPI (indicateurs) clairs."

En quoi cela affectera-t-il le secteur de la betterave sucrière en Belgique à long terme ?

"La première étape, est comme je l'ai dit plus haut, la reconnexion des filières agricoles. C'est important de savoir d'où viennent les produits et avec qui on travaille ; dans le sucre ou dans n'importe quelle matière première. Si on trouve les clés pour engager les consommateurs dans ces démarches, il faut les promouvoir."

Y a-t-il des projets de campagnes marketing pour mettre en avant les producteurs de betteraves qui adoptent des pratiques durables ? Si oui, pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

"Actuellement, notre marketing explique notre approche pour le cacao, mais pas encore pour le sucre. L'entreprise vise un retour sur investissement et souhaite communiquer efficacement avec nos consommateurs. Il y a deux niveaux de marketing : produit et marque globale. Bien qu'aujourd'hui il n'y ait pas de plan de communication sur le sucre, nos directeurs marketing réfléchiront à comment lier cet engagement agronomique. Puratos, spécialisé dans les solutions pour boulangers et chocolatiers, évolue d'innovations techniques vers un impact socio-environnemental. "

Sylvie Decaigny pour la RT et Jean Franc pour BENEO.

J'en profite également pour poser quelques questions à Sylvie Decaigny, responsable durabilité des matières premières à la RT. Quel est votre point de vue sur cet événement ?

"L'objectif de cette matinée était de rapprocher l'équipe de Puratos du monde agricole, en mettant l'accent sur la culture de la betterave, du blé et de la chicorée. Elle a permis de couvrir des notions fondamentales telles que la PAC (la Politique Agricole Commune), le travail du sol et les trois piliers de la durabilité. Nous avons abordé les initiatives prises par la RT et BENEO pour accompagner l'évolution vers une agriculture toujours plus durable (la Greencard, les bandes fleuries, le travail de l'IRBAB, etc.). Une partie significative de cette matinée a été consacrée à la visite de la parcelle démo de Longchamps pour permettre à l'équipe de voir, toucher et sentir. Ce qui était particulièrement intéressant, c'était les échanges entre Puratos et les agriculteurs, où ces derniers ont partagé les réalités de leur métier, les techniques faisables, la prise de risque, la dépendance à la météo, la rentabilité, etc."

Comment le partenariat entre RT/BENEO et Puratos a-t-il vu le jour ?

"Lors des débuts du projet Climate Farming, l'idée était d'inclure un client industriel. Avant de finaliser cette étape, plusieurs visites et formations avaient été mises en place pour les agriculteurs. Ces actions ont suscité l'intérêt du Directeur durabilité de Puratos, menant ainsi à une collaboration. L'essence de cette collaboration repose sur un échange mutuel pour comprendre les besoins, obligations, freins et opportunités de chaque partie. C'était la deuxième fois que les agriculteurs, le service agronomique et Puratos se rencontraient ; la première fois c'est surtout Puratos qui s'est présenté, c'était aujourd'hui au tour des agriculteurs !"

Équipe de Puratos avec Rafael Audoin Rouzeau en troisième position.

Quels sont les éléments clefs de la convention mise en place pour soutenir les producteurs de betteraves ? Y a-t-il des objectifs spécifiques que vous souhaitez atteindre ?

"La première étape pour les agriculteurs du projet est de remplir la Greencard, qui est un diagnostic de durabilité, mis en place par RT, la Scam et Apliger. Ce diagnostic permet d'identifier les points forts et les domaines à améliorer. Sur cette base, chaque agriculteur définit alors les points sur lesquels il souhaite travailler.

En termes de soutien, une aide financière est proposée pour diverses actions telles que la collecte de données, la mise en place d'essais démonstratifs et la réalisation des objectifs. Des formations et visites sont également offertes. Les modalités financières de ce soutien seront redéfinies après la première année."

Quelle est la vision future pour ce projet et existe-t-il des projets d'expansion ?

"La convention est prévue pour 3 à 5 ans. Ses objectifs sont multiples :

- Tester des outils de calcul, de mesures en lien avec les techniques culturales;
- Partager les expériences et les connaissances;
- Aborder aussi le modèle d'affaire en lien avec les risques pris par l'agriculteur;
- Suivre la règlementation en lien avec la durabilité et les matières premières.

Le but ultime est de disséminer ces connaissances à un plus grand nombre d'agriculteurs et de soutenir une agriculture de plus en plus durable."

*Comprendre les Scopes d'Émissions

Pour évaluer l'impact d'une entreprise sur l'environnement, son empreinte carbone ou bilan carbone est mesuré, c'est-à-dire ses émissions totales de gaz à effet de serre (GES). Le bilan carbone va dépendre de 3 niveaux d'émissions, appelées « scopes ».

- Scope 1 : Ici, on parle d'émissions directes. Imaginez toutes les émissions générées pendant la création d'un produit - c'est le scope 1 en action.
- Scope 2 : Pensez à l'énergie. Ce sont les émissions indirectes liées à la consommation d'énergie nécessaire pour produire un article, comme l'électricité utilisée par une usine.
- Scope 3 : Il s'agit du vaste monde des émissions indirectes non énergétiques, comme la production ou le transport des matières premières. Souvent, c'est là que se trouve le gros de l'empreinte carbone d'une entreprise.

**L'Analyse de Cycle de Vie expliquée

Si vous voulez vraiment connaître l'impact écologique d'un produit, tournez-vous vers l'Analyse de Cycle de Vie (ACV). C'est comme une carte routière environnementale pour un produit, de sa naissance à sa fin de vie. Elle trace tout : des matières premières nécessaires pour le fabriquer, jusqu'à ce qu'il devienne un déchet. En d'autres termes, l'ACV montre chaque étape où un produit consomme des ressources ou produit des déchets. C'est la manière ultime de mesurer l'empreinte écologique.

Judith Braconnier

Du nouveau dans la communication grand public à Libramont : le Pôle “santé du végétal”

La visite du premier ministre Alexander De Croo a souligné l’importance de communiquer sur nos enjeux et défis.

De la semence à l’assiette : le parcours des grandes cultures expliqué au grand public !

Pour la première fois à la Foire de Libramont, un Pôle de Santé Végétale a été organisé par les principales filières végétales, sous la coordination de Belplant. Sous le thème « de la semence à l’assiette », les visiteurs ont pu découvrir durant 4 jours le parcours (notamment) des grandes cultures au travers de 5 panneaux didactiques et d’un quiz amusant qui a connu un énorme succès auprès du grand public. Ceci a également retenu l’attention de nombreux politiques qui sont venus découvrir cette nouveauté.

L’initiative avait été lancée il y a quelques mois par le Cabinet du Ministre Clarinval et a été relayée par Belplant (l’association belgo-luxembourgeoise de l’industrie de la protection des plantes). L’objectif était de développer un Pôle de santé végétale sur l’espace « One Health » (« une santé », qui traite des différents aspects liés à la santé : les gens, les animaux et les plantes), en complément du Pôle de santé animale qui existe depuis quelques années.

Le Pôle a regroupé 10 associations impliquées de près ou de plus loin dans la protection des végétaux : Agro-services (organisation professionnelle des entrepreneurs de travaux agricoles et horticoles), Belfertil (association des producteurs d’engrais minéraux et de biostimulants), Belplant, Belpotato.be (interprofession belge de la pomme de terre), la CBB, Fegra (Fédération belges des négociants en céréales), Subel (organisation des producteurs de sucre belges), Malin-dans-le-jardin (association de conseils d’usage des produits phytos au jardin), UAW (Union des Agricultrices Wallonnes) et Vegaplan.

Sensibilisation aux enjeux et défis du monde agricole

L’objectif était de sensibiliser le grand public aux enjeux et défis auxquels le monde agricole fait face. En proposant un parcours ludique, le Pôle a permis de découvrir l’aventure de la production végétale à travers une grande question : comment passe-t-on de la graine à l’assiette ?

Au fil de 5 grande étapes de la production végétale (la terre, les cultures, la récolte et le stockage, la transformation et la consommation responsable), les visiteurs ont pu suivre le chemin parcouru par les produits végétaux depuis la semence semée ou le plant planté dans le champ jusqu’à - par exemple – la délicieuse crêpe qui fume dans nos assiettes. L’accent a été mis sur la santé des plantes, la durabilité et la production d’une alimentation de qualité accessible à tous. Des thématiques qui, dans la réalité de l’agriculture actuelle, impliquent de facto l’usage de produits de protection des plantes, mais qui abordent surtout l’usage raisonné qui en est fait, le contrôle strict des pratiques et l’innovation permanente technique et technologique vers les alternatives lorsqu’elles sont réalistes, environnementalement durables et économiquement soutenables. La qualité des productions belges agricoles et agro-alimentaires mérite également d’être mise en avant, ainsi que son accessibilité à faible prix. Quant à la sécurité alimentaire, elle se traduit par l’ensemble des cahiers de charges sectoriels existant et des (auto)-contrôles stricts sous la responsabilité de l’AFSCA.

Chaque étape a fait l’objet d’un panneau didactique, tandis qu’un quiz reprenant une question par panneau permettait de mener le visiteur de la terre à la crêpe qu’il recevait en fin de parcours. Au total, plus de 7.000 personnes ont visité le stand, et plus de 5.000 crêpes ont été distribuées. L’objectif a donc été pleinement atteint !

Visite du monde politique

Le Pôle a retenu l’attention particulière du monde politique. Le Ministre fédéral David Clarinval a inauguré le Pôle avec enthousiasme, le vendredi 28 juillet, accompagné par Pierre Pirard, chef de cabinet adjoint du Ministre wallon Willy Borsus. Ministre qui a par ailleurs visité le stand avec intérêt, aux côtés du Premier Ministre Alexander De Croo !

Les organisations partenaires sont toutes motivées par la nécessité de mieux communiquer vers le grand public sur la réalité de l’agriculture actuelle et sur l’importance de la protection raisonnée des cultures. Tous les secteurs ont fait le même constat après la pandémie du COVID, qu’il existe une trop grande distance entre la production alimentaire et les consommateurs. La méconnaissance de l’agriculture, de ses contraintes et de ses efforts permanents mène le plus souvent à de l’agribashing contre lequel il faut réagir. Une initiative telle que le Pôle santé végétale est de nature à fédérer les efforts des différentes filières en ce sens, et à rapprocher le consommateur de l’agriculture et de l’agro-industrie.

Bruno De Wulf
(source: Pierre Lebrun, Secrétaire Belpotato.be pour la Wallonie)

5 panneaux didactiques ont permis de mener le visiteur de la terre à la crêpe qu’il recevait en fin de parcours.

Le ministre Clarinval à l’inauguration du Pôle Santé Végétale.

Plus de 7.000 personnes ont rendu visite au Pôle Santé Végétale.

Un pays chancelant aux portes de l'Europe - Culture de la betterave et production de sucre en Moldavie

Südzucker à la frontière orientale de l'Europe

Depuis la guerre en Ukraine, la Moldavie est au centre de l'attention géopolitique. Le pays est également un candidat officiel à l'adhésion à l'UE depuis la mi-2022. La Moldavie se trouve à la frontière nord-est de la Roumanie et est complètement entourée par l'Ukraine au nord, à l'est et au sud. À la frontière orientale du pays se trouve la Transnistrie, une région autonome. Seul un petit nombre de pays reconnaît la Transnistrie comme un État. Sur le plan international, elle est considérée comme faisant partie de la Moldavie. La région est sous influence russe, avec notamment le stationnement de troupes russes. À l'époque soviétique, les Russes se sont délibérément installés en Moldavie, où ils constituent aujourd'hui une minorité fortement liée à Moscou. La Moldavie connaît également des divisions et une polarisation politique. Le spectre politique de droite est pro-européen et le spectre politique de gauche est pro-russe.

Actuellement, le président Maia Sandu, orienté vers l'Occident, est au pouvoir, mais la majorité politique a changé plusieurs fois depuis l'indépendance en 1990. La raison en est un profond mécontentement à l'égard de la politique et du gouvernement en place, motivé par une situation économique difficile.

L'un des pays les plus pauvres d'Europe

La Moldavie n'a pratiquement pas d'industrie, en partie parce qu'à l'époque soviétique, elle se spécialisait principalement dans la culture des fruits, du vin et des légumes. Par conséquent, malgré les progrès réalisés, la Moldavie est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Cette situation se caractérise par une forte émigration, en particulier des jeunes. Au cours des 20 dernières années, la population est passée de 3,6 millions à 2,6 millions d'habitants. La partie la plus âgée de la population reste sur place, souhaitant le retour du "bon vieux temps". L'incertitude politique a jusqu'à présent freiné les investissements importants en provenance de l'étranger. Südzucker, par exemple, est l'un des plus grands investisseurs étrangers dans le pays, avec une usine relativement petite et une agriculture associée.

Coupe-racines provenant de Warburg.

La betterave sucrière pour l'autosuffisance

La production de sucre en Moldavie est axée sur l'autosuffisance. Les droits d'importation empêchent en grande partie l'importation légale de sucre. Il existe également des quotas d'importation pour l'UE, mais ils ne sont utilisés qu'en fonction du rendement et des niveaux de prix. Dans le passé, le pays comptait un grand nombre de petites sucreries. Toutefois, la superficie consacrée à la culture de la betterave sucrière est en forte baisse depuis des années et la plupart des usines ont fermé leurs portes. En 1998, lorsque Südzucker est entré sur le marché, on cultivait encore 71 000 hectares de betteraves sucrières. Aujourd'hui, il n'en reste qu'environ 12 000 ha. Ces betteraves sont transformées dans deux sucreries situées dans le nord du pays. Par rapport à l'Europe, la culture de la betterave sucrière n'est que peu compétitive. Les exploitations de cultures arables ont une structure importante, mais la propriété foncière est très segmentée. Entre 1992 et 2000, 1,5 million de propriétaires ont reçu chacun de 1 à 1,5 ha des fermes collectives. Une petite partie d'entre eux exploite ces terres dans une optique d'autosuffisance ou de culture fruitière et viticole. La majorité loue les terres à de grandes exploitations, dont Südzucker Agriculture. Le paysage est vallonné et l'on trouve souvent des terres noires fertiles, mais pas aussi profondes que dans la grande ceinture de terre noire de l'Ukraine.

Climat continental

Le principal problème pour les cultures d'été est la sécheresse estivale combinée à de fortes vagues de chaleur. Cela peut entraîner des pertes importantes en termes de rendement et, dans certains cas, de qualité de la betterave sucrière. Grâce aux technologies modernes et aux méthodes de culture occidentales, les niveaux de rendement se sont considérablement améliorés. Südzucker Agriculture a un rendement d'environ 45 t/ha. Pour les producteurs privés, ce rendement est encore nettement inférieur, puisqu'il s'élève à 35 t/ha. Dans le même temps, les coûts directs variables pour les engrais, la protection des cultures, etc. ne sont que légèrement inférieurs à ceux de l'Europe occidentale.

D'importantes fluctuations de rendement

En ce qui concerne les normes de production, le gouvernement moldave est clairement tourné vers l'Europe. À partir de l'année prochaine, l'interdiction des néonicotinoïdes pour les semis de betteraves sucrières s'appliquera également en Moldavie. Étant donné que les producteurs privés ne veulent pas assumer le risque de rendement et que les contrats sont peu respectés, Südzucker prend en charge une part croissante de la culture de la betterave. Actuellement, seules 35 grandes entreprises privées approvisionnent Südzucker. Sur les 7 500 hectares de betteraves sucrières traitées par Südzucker, près de 50 % sont cultivés par les agriculteurs de Südzucker eux-mêmes. Pour ce faire, ils cultivent environ 13 000 hectares de terres arables sur six sites; et ils utilisent une technologie de pointe et le savoir-faire de l'Allemagne, bien que les terres arables soient toutes louées.

Südzucker en Moldavie

Südzucker n'exploite plus qu'une seule sucrerie à Drochia, dans le nord de la Moldavie. Celle-ci a une capacité de traitement quotidienne d'environ 3 700 tonnes, après la fermeture de la deuxième usine lors de la crise du sucre de 2019. Cette capacité est suffisante pour couvrir environ 75 % de la consommation intérieure de la Moldavie. Des investissements réguliers dans l'usine devraient permettre de réduire les coûts énergétiques et de maintenance. Du matériel provenant d'usines allemandes mises en sommeil est délibérément réinstallé pour réduire les coûts d'investissement. Les unités seraient trop petites pour être utilisées en Europe occidentale et les coûts d'installation, y compris la maintenance, seraient trop élevés compte tenu des coûts de la main-d'œuvre locale.

Biométhanisation de la pulpe

La particularité de la Moldavie est que la pulpe de betterave sucrière n'est pas donnée aux animaux. Elle est utilisée dans l'usine de biogaz de l'usine pour produire du biométhane et de l'électricité. L'élément déclencheur n'a pas été l'objectif de réduction des émissions de CO_2, mais le manque de possibilités d'utilisation dans l'agriculture. En Moldavie, l'élevage professionnel s'est pratiquement effondré après 1990, de sorte qu'il n'y a pas de marché local pour la pulpe surpressée. Le séchage de la pulpe et son transport vers l'Europe seraient trop coûteux. C'est pourquoi une grande usine de biogaz a été construite pour récupérer de l'énergie et restituer les nutriments à l'agriculture.

La politique détermine les perspectives d'avenir

Actuellement, le marché du sucre en Moldavie est stable et le niveau des prix est similaire à celui du marché européen. Grâce aux pluies exceptionnellement abondantes du printemps et du début de l'été, les perspectives de récolte des betteraves sucrières et des céréales sont très bonnes. Toutefois, depuis le début de la guerre en Ukraine, les marchandises en provenance de l'Est ont afflué dans le pays, ce qui a exercé une pression sur les prix.

Cette situation est due à l'aide européenne apportée à l'Ukraine. La Moldavie se trouve géographiquement sur la ligne de front, ce qui permet à Südzucker de mieux comprendre l'évolution du marché à l'Est. Toutefois, par rapport aux grandes structures, aux bonnes terres et aux faibles coûts de production de l'Ukraine, ni l'agriculture moldave ni celle de l'Europe occidentale ne sont compétitives à long terme. Par conséquent, la question de l'intégration de l'Ukraine dans le secteur agricole déterminera l'évolution à long terme de la Moldavie.

Cet article est paru dans le DDZ (Die Zuckerrüben-Zeitung).

Récupération de matériel existant : une cuve provenant de Brottewitz.